

N° 889.

LETTONIE ET SUISSE

Convention commerciale, avec Proto-
cole final, signée à Berlin, le 4 dé-
cembre 1924.

LATVIA AND SWITZERLAND

Commercial Convention, with Final
Protocol, signed at Berlin, De-
cember 4, 1924.

No. 889. — CONVENTION¹ COMMERCIALE ENTRE LA LETTONIE
ET LA SUISSE, SIGNÉE A BERLIN, LE 4 DÉCEMBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie et par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 8 juin 1925.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, désireux de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cette fin pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. le D^r Hermann RÜFENACHT, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Berlin ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. le D^r Oskar VOITS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie en Suisse,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, résidant sur le territoire de l'autre Partie, seront traités à tous égards, en ce qui concerne l'exercice de leurs métiers et professions, l'exploitation d'entreprises industrielles, le trafic et le commerce licites, sur un pied d'égalité avec les ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays. Demeurent réservées les exceptions prévues à l'article 13, dernier alinéa.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays, acquérir, posséder, louer et occuper, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, les maisons, manufactures, magasins, boutiques et locaux qui leur seront nécessaires, et prendre à bail des terrains aux fins d'un usage licite.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 2 mai 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 889. — COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN LATVIA AND SWITZERLAND, SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 4, 1924.

French official text communicated by the Latvian Ministry for Foreign Affairs and by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place June 8, 1925.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, being desirous of promoting and developing commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Convention, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

Dr. Hermann RÜFENACHT, Swiss Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berlin ;

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

Dr. Oskar VOITS, Latvian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland,

who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article 1.

The nationals of each of the High Contracting Parties resident in the territory of the other Party shall, as regards the exercise of their trade or profession, the operation of industrial undertakings and lawful traffic and commerce, be accorded in every respect the same treatment as nationals of the most-favoured nation, provided that they conform to the laws of the country and subject to the reservations provided for in the last paragraph of Article 13.

Article 2.

The nationals of each of the Contracting Parties may, provided they conform to the laws of the country, acquire, possess, rent or occupy, on the same conditions as the nationals of the most-favoured nation, such houses, factories, warehouses, shops or other premises as they may require, or may lease land, for lawful purposes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Riga, May 2, 1925.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer, de quelque manière que ce soit, des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront, dans les territoires de l'autre Partie contractante, en se conformant aux lois du pays, des mêmes privilèges, libertés et droits que les ressortissants de la nation la plus favorisée, et ne seront pas soumis, à cet égard, à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront exporter, en se conformant aux lois du pays, le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être astreints à payer, pour cette exportation, des droits autres ou plus élevés que ceux que les ressortissants de la nation la plus favorisée devraient acquitter en pareil cas.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, d'une protection et d'une sécurité complètes, relativement à leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront libre accès auprès des Tribunaux de toutes les instances, et des autres autorités compétentes, soit pour présenter une réclamation, soit pour la défense de leurs droits. D'une manière générale, ils bénéficieront, pour tout ce qui se rapporte à l'administration de la justice, des mêmes droits et privilèges que les ressortissants de la nation la plus favorisée et ils auront, comme ceux-ci, la faculté de choisir eux-mêmes, pour la sauvegarde de leurs intérêts, des avocats ou mandataires dûment autorisés en vertu de la loi du pays.

Article 5.

Les maisons, magasins, manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des Parties contractantes résidant dans le territoire de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent et sont affectés à des usages licites, seront respectés conformément aux lois du pays. Il ne sera pas permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions, ni d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes des intéressés, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois du pays.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute espèce de service militaire, de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu de service personnel. Ils seront dispensés de participer à tout emprunt ou don national forcé.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux ressortissants de la nation la plus favorisée, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours moyennant une juste indemnité.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront aussi exempts de toute charge et fonction judiciaires, administratives ou municipales quelconques.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas soumis, pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, à des charges ou à des droits, impôts, taxes ou contributions, de

In all matters connected with the transfer of movable property by bequest or otherwise, and the right to dispose of lawfully acquired property of any kind in any manner they may desire, they shall enjoy in the territory of the other Contracting Party, provided they conform to the laws of the country, the same privileges, liberties and rights as the nationals of the most-favoured nation, nor shall they be subject in this respect to any duties, taxes, imposts or charges, under whatever denomination, other or higher than those which are or may hereafter be applicable to nationals of the most-favoured nation.

Article 3.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be entitled, provided they conform to the laws of the country, to export the proceeds of the sale of their property and goods in general, and shall not be required to pay in respect of such exportation other or higher duties than those which would have to be paid in similar cases by nationals of the most-favoured nation.

Article 4.

The nationals of each of the Contracting Parties shall, provided they conform to the laws of the country, enjoy complete protection and security as regards their persons and property. They shall have free access, for the purpose both of enforcing and defending their rights, to all courts of law and competent authorities. In all matters connected with the administration of justice in general, they shall enjoy the same rights and privileges as the nationals of the most-favoured nation and, like the latter, shall be entitled to choose for themselves, for the purpose of safeguarding their interests, counsel or agents duly authorised in accordance with the law of the country.

Article 5.

The houses, warehouses, factories and shops of nationals of either of the Contracting Parties residing in the territory of the other, and all premises attached thereto and used for lawful purposes, shall be accorded the respect provided by the laws of the country. It shall not be permissible to enter such premises for purposes of inspection or search, or to examine or inspect the books, papers or accounts of the persons concerned, except in the circumstances and in accordance with the forms provided for by the laws of the country.

Article 6.

The nationals of each of the Contracting Parties in the territories of the other shall be exempt from military service of any description and from any contribution, whether pecuniary or in kind, in lieu of personal service. They shall also be exempt from any forced loan or gift.

In time both of peace and of war they shall only be subject to the military charges and requisitions imposed upon nationals of the most-favoured nation, and to the same extent and in accordance with the same principles as the latter; and they shall in all cases receive reasonable compensation.

The nationals of each of the Contracting Parties shall also be exempt from any judicial, administrative or municipal responsibilities or duties of any kind whatever.

Article 7.

The nationals of each of the Contracting Parties, provided they conform to the laws of the country, shall not be obliged to assume responsibilities or pay duties, imposts, charges or

quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Toutefois, demeurent réservées les dispositions de l'article 13, dernier alinéa, concernant les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes.

Article 8.

Les sociétés anonymes ou autres, qui sont ou seront valablement constituées d'après les lois de l'une des Parties contractantes et ayant leur siège sur son territoire, seront juridiquement reconnues dans l'autre pays, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs ; elles auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Les dites sociétés jouiront des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée. En outre, elles ne seront pas soumises à des taxes, contributions et, d'une manière générale, à aucunes redevances fiscales autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les villes, ports et places de l'autre Partie, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre ces fonctionnaires. Toutefois, cette restriction ne saurait être appliquée à l'une des Parties contractantes sans l'être également à tous les États.

Les dits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ayant reçu du Gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou toute autre autorisation valable, auront le droit d'exercer les mêmes fonctions que les fonctionnaires consulaires de même grade et de même catégorie de la nation la plus favorisée et de jouir de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés à ces derniers. Le Gouvernement qui a donné l'exequatur ou une autorisation analogue a le droit de les retirer, s'il le juge opportun ; toutefois, il est tenu d'indiquer les motifs de ce retrait.

Article 10.

Si un ressortissant de l'une des Parties contractantes vient à décéder dans le territoire de l'autre Partie sans laisser d'héritiers connus, ni d'exécuteurs testamentaires, les autorités du lieu du décès en aviseront le fonctionnaire consulaire du pays d'origine, afin qu'il transmette aux intéressés les informations nécessaires.

Les autorités compétentes du lieu du décès ou du lieu où les biens du défunt sont situés prendront, à l'égard de ces biens, toutes les mesures conservatoires que la législation du pays prescrit pour les successions des nationaux.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie de la Suisse ou de la Lettonie, importés dans l'un des deux pays et destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits, taxes, surtaxes, impôts, contributions ou obligations générales ou locales autres ou plus onéreux que les produits de la nation la plus favorisée.

Aucune des Parties contractantes ne fera dépendre l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires ou possessions de l'autre Partie des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seraient imposés pour l'exportation du même article à destination de tout autre pays.

contributions of any kind whatever other or higher than those which are or may be imposed on nationals of the most-favoured nation, subject, however, to the reservations laid down in the last paragraph of Article 13 in regard to itinerant industries, hawking and soliciting orders.

Article 8.

Incorporated or other societies which are or may hereafter be properly constituted in conformity with the laws of one of the Contracting Parties, and which have their headquarters in the territory of that Party, shall be legally recognised in the other country unless the objects they pursue are unlawful or immoral; they shall, provided they conform to the laws and regulations, have free and ready access to the courts either as plaintiffs or defendants.

Such companies shall enjoy the same rights and favours as those which are or may hereafter be accorded to similar companies of the most-favoured nation. Further, they shall not be liable to taxes or contributions or in general to any fiscal dues other or higher than those imposed upon companies of the most-favoured nation.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties may appoint consuls-general, consuls, vice-consuls or consular agents in the towns, ports and other places of the other Party, except in localities where it would be inexpedient to admit these officials. This restriction shall not, however, be applicable to either of the Contracting Parties unless it also applies to all other States.

Such consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, when they have received from the Government of the country to which they are appointed, their exequatur or any other valid authorisation, shall be entitled to exercise the same duties as consular officials of the same rank and category belonging to the most-favoured nation, and to enjoy all privileges, exemptions and immunities which are or may hereafter be accorded to the latter. The Government which gives the exequatur or similar authorisation shall be entitled to withdraw it if it thinks fit; it is, however, bound to give the reasons for the withdrawal.

Article 10.

If a national of either of the Contracting Parties dies in the territory of the other Party without leaving any known heirs or any executors, the authorities of the place where such person died shall notify the matter to the consular official of the deceased's country of origin, in order that he may communicate the necessary information to the parties concerned.

The competent authorities of the place where the deceased died or where the deceased's property is situated shall take such measures of preservation as are prescribed by the law of the country in respect of property left by its own nationals.

Article 11.

The products of the soil and industry of Switzerland or Latvia which are imported into either country with a view to their being consumed, warehoused, re-exported or carried in transit shall not, as regards importation, exportation, re-exportation or transit, be subject to duties, charges, surcharges, imposts, contributions or general or local obligations other or higher than those imposed upon the products of the most-favoured nation.

Neither of the Contracting Parties may subject any article, upon exportation to the territories or possessions of the other Party, to other or higher duties or charges than those which are or may hereafter be imposed upon such articles on exportation to any other country.

Les Parties contractantes s'engagent à ne maintenir les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises que pendant le temps et dans la mesure rendus indispensables par les conditions économiques actuelles.

Demeurent en tout temps réservées les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation décrétées :

1. dans des circonstances exceptionnelles, relativement aux provisions de guerre ;
2. par raison de sûreté publique ;
3. pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire, et en vue de protéger des plantes contre les maladies, les insectes, les parasites et autres ennemis de toutes espèces ;
4. en cas de monopoles d'Etats.

Article 12.

Si l'une des Parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires et en provenance de l'autre Partie, ou si elle soumet les marchandises d'un tiers pays à des prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux mêmes marchandises de l'autre Partie contractante, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits les plus réduits aux produits provenant de l'autre Partie ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités qui seront, à cet effet, désignées par les pays d'exportation.

Article 13.

Tout en bénéficiant des plus grands avantages qui pourront résulter du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, qui prouveront, au moyen d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par la loi, auront, en se conformant aux lois du pays et sous réserve des dispositions sur la police des étrangers, le droit de faire dans l'autre pays les achats pour leur commerce, leur fabrication ou leur entreprise et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons procédant à la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où les voyageurs de commerce nationaux y sont autorisés.

Les échantillons ou modèles importés par les dits industriels et commis-voyageurs seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, conformément aux règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexpédition ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi.

La réexportation des échantillons des voyageurs de commerce pourra s'effectuer aussi par un autre bureau de douane que celui de l'importation. Il est entendu que, dans ce cas, le bureau de réexportation sera autorisé à rembourser de son propre chef à l'ayant droit le dépôt ou le cautionnement qui aura pu être fourni pour assurer la réexportation ou le paiement des droits de douane, en cas de non-réexportation dans le délai prescrit.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes auprès de personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, et les Parties contractantes se réservent à cet égard l'entière liberté de leur législation.

Article 14.

Ne seront pas considérés comme dérogeant au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est à la base de la présente Convention, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, à savoir :

The Contracting Parties undertake not to maintain any restrictions or prohibitions on the importation or exportation of certain classes of merchandise unless and in so far as such restrictions or prohibitions are necessitated by the economic conditions of the moment.

Exceptions shall, however, be allowed at any time in regard to import or export prohibitions or restrictions imposed :

- (1) In exceptional circumstances in connection with war measures ;
- (2) For reasons of public safety ;
- (3) For the purpose of ensuring police control of the health of persons or animals and with a view to protecting plants against diseases, insects, parasites, etc. ;
- (4) In the case of State monopolies.

Article 12.

If either of the Contracting Parties imposes upon the products of a third country higher duties than those applicable to similar products originating in or coming from the territory of the other Party, or if it imposes upon the merchandise of a third country import prohibitions or restrictions which do not apply to similar merchandise of the other Contracting Party, it shall, if circumstances so require, be entitled to make the imposition of the minimum duties upon products coming from the other Party, or their admission into the country, conditional upon the presentation of certificates of origin issued by the authorities appointed for that purpose by the exporting country.

Article 13.

While enjoying the maximum benefits which may be accorded in application of the most-favoured-nation clause, the merchants, manufacturers and other producers of either country, and their commercial travellers, if they prove, by the production of a legitimation card issued by the authorities of their own country, that they are authorised to carry on their trade or industry and are therein paying all legally established charges and imposts, shall have the right, provided they conform to the laws of the country and subject to the regulations regarding the police supervision of foreigners, to make purchases in the other country for the purposes of their trade, or manufacture or for their firm, and may solicit orders from persons or firms which re-sell the goods offered or use them for professional or industrial purposes. They may have with them samples or specimens, but not merchandise, except in cases where the commercial travellers of the home country are authorised to do so.

Samples or specimens imported by such manufacturers or commercial travellers shall in both countries be admitted free of import or export duty, in accordance with the Customs regulations and formalities prescribed with a view to ensuring their re-exportation or the payment of the requisite Customs duties in the event of non-re-exportation within the period provided by law.

Commercial travellers' samples may also be re-exported through any Customs office other than that through which they were imported. In such cases the re-exporting office shall be authorised to refund to claimants the deposit or security furnished to ensure the re-exportation of the goods or the payment of the Customs duty in the event of non-re-exportation within the prescribed period.

The above provisions shall not be applicable to itinerant industries or to hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in trade or industry, and the Contracting Parties reserve full freedom in regard to their laws on this subject.

Article 14.

The liberties, immunities and privileges enumerated below shall not be deemed to be exceptions to the principle of most-favoured-nation treatment, on which the present Convention is based :

- a) les privilèges qui ont été ou pourraient être accordés à des Etats voisins, relativement au trafic frontière ;
- b) les privilèges qui ont été ou pourraient être consentis par une des Parties contractantes à un tiers Etat en vertu d'une Union douanière ;
- c) les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaîtra à un des Etats baltiques (Finlande, Esthonie, Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même des privilèges que la Lettonie pourrait accorder à la Russie en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Il est entendu que la Suisse bénéficiera immédiatement et sans condition de ces franchises, immunités et privilèges au cas où la Lettonie les accorderait, en tout ou en partie, à un tiers Etat non mentionné ci-dessus.

Article 15.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les Parties contractantes relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente Convention et n'auraient pas pu être résolues par la voie diplomatique seront déferées, à la demande d'une seule des Parties, à un Tribunal arbitral composé de trois membres.

Les Parties contractantes désignent chacune un membre à leur gré et nomment le surarbitre d'un commun accord.

Ces nominations interviendront dans un délai aussi bref que possible.

Le surarbitre ne doit pas être un ressortissant des Parties contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Si les Parties ne tombent pas d'accord sur le choix du surarbitre dans le délai d'un mois à compter du jour où l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de soumettre le litige à l'arbitrage, le surarbitre sera désigné librement par le Président de la Cour permanente de Justice internationale.

Le Tribunal arbitral se réunira au lieu désigné par le surarbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 16.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Berlin aussitôt que possible.

La Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et tout d'abord pour une durée d'un an. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera prolongée par voie de tacite reconduction pour une durée indéterminée et sera dénonçable en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé et revêtu de leurs sceaux la présente Convention.

Fait à Berlin, en double original, le 4 décembre mil neuf cent vingt-quatre.

L. S. (signé) RÜFENACHT.

L. S. (signé) D^r OSKAR VOITS.

- (a) Any privileges which have been or may hereafter be granted to adjoining States in regard to frontier traffic ;
- (b) Any privileges which have been or may be granted by one of the Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs union ;
- (c) Any liberties, immunities or privileges which Latvia may grant to any of the Baltic States (Finland, Esthonia, Lithuania) in virtue of special agreements. The same rule shall apply to any privileges which Latvia may grant to Russia in virtue of such Customs convention or agreement.

It is understood that Switzerland may claim such liberties, immunities or privileges immediately and unconditionally if Latvia grants any or all of them to any other State than those mentioned above.

Article 15.

Any disputes arising between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention which cannot be settled through the diplomatic channel shall, at the request of one of the Parties, be referred to an arbitral tribunal consisting of three members.

The Contracting Parties shall each appoint one member and shall jointly nominate the chief arbitrator.

These appointments shall be made as quickly as possible.

The chief arbitrator may not be a national of either of the Contracting Parties, nor may he be domiciled in their territory or engaged in their service.

Should the Parties fail to agree upon the choice of the chief arbitrator within one month from the date on which either of the Parties notifies the other of its intention to submit the dispute to arbitration, he shall be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice at his discretion.

The arbitral tribunal shall meet at a place appointed by the chief arbitrator.

The decision of the arbitrators shall be binding.

Article 16.

The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Berlin as soon as possible.

The Convention shall come into force on the day when the ratifications are exchanged, and shall remain in force in the first instance for one year. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be renewed by tacit consent for an indefinite period and may then be denounced at any time, but shall remain in force for six months after the date of the denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Berlin, on December the fourth, one thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) (Signed) RÜFENACHT.

(L. S.) (Signed) Dr. OSKAR VOITS.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale conclue à la date de ce jour entre la Confédération suisse et la République de Lettonie, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus que cette Convention s'appliquera également, et sous tous les rapports, à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée avec la Confédération par une union douanière.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, du seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double original à Berlin, le 4 décembre mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) RUFENACHT.

(Signé) D^r OSKAR VOITS.

Pour copie conforme :

Berne, le 6 juin 1925.

Le Chancelier de la Confédération :

KÆSLIN.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Commercial Convention concluded to-day between the Swiss Confederation and the Republic of Latvia, the undersigned Plenipotentiaries agree that this Convention shall also apply in every respect to the Principality of Liechtenstein so long as the latter is bound to the Confederation by a Customs union.

The present Protocol, which shall be regarded as approved and sanctioned by the Contracting Parties, without further ratification, by the exchange of the ratifications of the Convention to which it refers, was done in duplicate at Berlin, on December the fourth, One thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) RÜFENACHT.

(Signed) Dr. OSKAR VOITS.